

N° 1

Samedi 10 octobre 1992

---

---

# SÉNAT

---

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE 1992-1993

---

Service des Commissions

---

BULLETIN

DES COMMISSIONS

---

## SOMMAIRE ANALYTIQUE

---

	Pages
 <b>CONSTITUTION DES COMMISSIONS</b>	
● Affaires culturelles .....	5
● Affaires économiques et plan .....	7
● Affaires étrangères, défense et forces armées .....	9
● Affaires sociales .....	11
● Finances, contrôle budgétaire et comptes économiques de la Nation .....	15
● Lois constitutionnelles, législation, suffrage universel, règlement et administration générale .....	17
 <b>Programme de travail des commissions pour la semaine du 12 au 17 octobre 1992 .....</b>	 <b>19</b>

## AFFAIRES CULTURELLES

**Jeudi 8 octobre 1992- Présidence de M. Maurice Schumann, président d'âge**- La commission a procédé à la constitution de son bureau. Pour l'élection du président, MM. Michel Miroudot, Kléber Malécot, Adrien Gouteyron et François Lesein ont présenté la candidature de M. Maurice Schumann, président sortant.

Les résultats du scrutin ont été les suivants :

- nombre de votants : 41
- bulletins blancs : 4
- suffrages exprimés : 37

A obtenu :

M. Maurice Schumann : 37 voix

**M. Maurice Schumann a été proclamé élu.**

Présidence de M. Maurice Schumann, président - Le président a dit sa profonde émotion devant la confiance que lui avaient témoignée ses collègues, et dans laquelle il voulait voir le reflet du climat de respect mutuel qui caractérise les travaux de la commission. La commission a ensuite procédé à l'élection de ses vice-présidents.

Etaiant candidats : Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jacques Carat, M. Pierre Laffitte, M. Michel Miroudot, M. Pierre Vallon.

Les résultats du scrutin ont été les suivants :

- nombre de votants : 41
- suffrages exprimés : 41

Ont obtenu :

M. Michel Miroudot : 35 voix

M. Jacques Carat : 33 voix

M. Pierre Vallon : 33 voix

M. Pierre Laffitte : 32 voix

Mme Danielle Bidard-Reydet : 8 voix

M. Adrien Gouteyron (qui n'était pas candidat) : 3 voix

M. Albert Vecten (qui n'était pas candidat) : 2 voix

**MM. Michel Miroudot, Jacques Carat, Pierre Vallon et Pierre Laffitte ont été proclamés élus.**

Puis la commission a procédé à l'élection de ses **secrétaires.**

Ont été élus, par acclamation :

**Mme Danielle Bidard-Reydet**

**MM. Alain Dufaut**

**André Maman**

**Philippe Richert.**

Le bureau de la commission est donc ainsi constitué :

- **président** : M. Maurice Schumann

- **vice-présidents** : MM. Michel Miroudot

Jacques Carat

Pierre Vallon

Pierre Laffitte

- **secrétaires** : Mme Danielle Bidard-Reydet

MM. Alain Dufaut

André Maman

Philippe Richert

Après que le bureau eut été constitué, le **président Maurice Schumann** a fait une communication sur l'organisation des prochains travaux de la commission.

## AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN

**Jeudi 8 octobre 1992 - Présidence de M. Francisque Collomb, président d'âge.**- La commission s'est réunie pour procéder à l'élection de son bureau, à la suite du renouvellement triennal du Sénat du 27 septembre 1992. Avant de procéder à cette élection, **M. Francisque Collomb, président d'âge**, a salué les nouveaux membres de la commission.

La commission a procédé à l'élection de son président par scrutin secret. Les résultats ont été les suivants :

- Nombre de bulletins : 77 ;
- Bulletins blancs : 2 ;
- Suffrages exprimées : 75 ;
- Etaient candidats : MM. Jean François-Poncet, Philippe François et Louis Minetti.

Ont obtenu :

M. Jean François-Poncet : 43 voix

M. Philippe François : 29 voix

M. Louis Minetti : 3 voix

En conséquence, **M. Jean François-Poncet** a été proclamé élu président.

**Présidence de M. Jean François-Poncet, président.**- Après avoir remercié ses collègues de la confiance et de la sympathie qu'ils lui avaient témoignées, **M. Jean François-Poncet, président**, a fait procéder à l'élection des quatre vice-présidents.

Etaient candidats : MM. Philippe François, Jean Huchon, Robert Laucournet et Henri Revol.

Ont obtenu :

M. Philippe François : 58 voix

M. Henri Revol : 58 voix

M. Robert Laucournet : 42 voix

M. Jean Huchon : 42 voix

M. Marcel Daunay qui n'était pas candidat : 1 voix

**MM. Philippe François, Henri Revol, Robert Laucournet et Jean Huchon** ont, en conséquence, été proclamés **vice-présidents** de la commission.

Le président a, ensuite, fait procéder à l'élection des **secrétaires**. La commission a décidé, à l'unanimité, de maintenir à **cinq** le nombre de ses secrétaires, pour permettre à un représentant du groupe communiste d'être représenté au bureau.

**MM William Chervy, Francisque Collomb, Jean-Paul Émin, François Gerbaud et Louis Minetti** ont été élus **secrétaires**, à l'unanimité.

Le bureau de la commission est donc ainsi constitué :

- **président** : M. Jean François-Poncet ;
- **vice-présidents** : MM. Philippe François, Henri Revol, Robert Laucournet et Jean Huchon ;
- **secrétaires** : MM. William Chervy, Francisque Collomb, Jean-Paul Émin, François Gerbaud et Louis Minetti.

Le président a, ensuite, évoqué les membres de la commission qui ont quitté le Sénat à l'occasion du dernier renouvellement et salué les nouveaux arrivants.

Puis, il a rappelé le rôle de la commission dans la période récente et souligné le rôle nouveau qu'elle sera amenée à jouer en matière de réglementation européenne.

Enfin, il a fait part à ses collègues de l'ordre du jour des prochains travaux de la commission.

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DÉFENSE  
ET FORCES ARMÉES**

**Jeudi 8 octobre 1992 - Présidence de M. Max Lejeune, président d'âge.** La commission a procédé à l'élection du **président** par un scrutin secret, dont les résultats ont été :

Nombre de bulletins : 49

Bulletins blancs ou nuls : 2

Suffrages exprimés : 47

Majorité absolue : 24

A obtenu :

M. Jean Lecanuet : 47 voix

En conséquence, **M. Jean Lecanuet** a été proclamé élu.

**Présidence de M. Jean Lecanuet, président.** La commission a ensuite procédé à l'élection de ses **vice-présidents** par scrutin secret et à bulletins plurinominaux. Les résultats ont été :

Nombre de bulletins : 49

Suffrages exprimés : 49

Majorité absolue : 25

Ont obtenu :

MM. Yvon Bourges : 48 voix

Michel d'Aillières : 48 voix

François Abadie : 36 voix

Guy Penne : 32 voix

Xavier de Villepin, non candidat : 3 voix.

En conséquence, **MM. Yvon Bourges, Michel d'Aillières, François Abadie et Guy Penne** ont été proclamés élus.

La commission a, enfin, procédé à la nomination de ses **secrétaires** : en application de l'article 13, paragraphe 3 du règlement, **M. Jean Garcia** a été nommé. Ont ensuite été nommés, par acclamation, **MM. Michel Alloncle, Roland Bernard et Xavier de Villepin**.

En conséquence, le bureau de la commission est ainsi constitué :

- **président** : M. Jean Lecanuet.
- **vice-présidents** : MM. Yvon Bourges, Michel d'Aillières, François Abadie, Guy Penne.
- **secrétaires** : MM. Jean Garcia, Michel Alloncle, Roland Bernard, Xavier de Villepin.



## AFFAIRES SOCIALES

**Jeudi 8 octobre 1992 - Présidence de M. Louis Brives, président d'âge - M. Louis Brives, président d'âge, a souligné avec émotion que le privilège de présider la commission en cette qualité n'allait pas sans une pensée à tous ceux qui ont siégé en son sein et tant oeuvré ainsi pour la cause commune. Il a souhaité que l'élection du bureau de la commission soit une étape dans la recherche commune, au-delà des clivages naturels, des moyens de lutter contre la misère et le malheur qui touchent aujourd'hui les chômeurs et de soutenir les entreprises qui tentent de redresser l'économie de la Nation.**

Après avoir demandé à chacun des membres de la commission d'"entendre", ainsi que le disait Paul Claudel, "le silence des disparus", **M. Louis Brives en a appelé, avec vigueur, au renforcement du rôle de la France dans l'Europe.**

La commission a alors procédé, conformément à l'article 13 du Règlement du Sénat, à **la constitution de son Bureau et, d'abord, à l'élection de son président.**

**M. Louis Boyer a présenté la candidature de M. Jean-Pierre Fourcade.**

**Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis a présenté la candidature de Mme Marie-Claude Beaudeau.**

L'élection du président a donné lieu à un seul tour de scrutin dont les résultats ont été les suivants :

Nombre de votants : 50

Suffrages exprimés : 49

Bulletin blanc : 1

Majorité absolue : 25

Ont obtenu :

**M. Jean-Pierre Fourcade** : 46 voix

**Mme Marie-Claude Beaudeau** : 3 voix.

**M. Jean-Pierre Fourcade**, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, a été proclamé élu.

Présidence de M. Jean-Pierre Fourcade, président -  
Après avoir remercié ses collègues de lui avoir renouvelé leur confiance, **M. Jean-Pierre Fourcade, président**, a rendu hommage aux 17 commissaires qui ont quitté la commission et a salué l'arrivée de ses nouveaux membres.

Il a regretté que la session qui s'ouvrirait ne puisse être l'occasion d'aborder les sujets pourtant cruciaux qui dominent la vie économique et sociale de notre pays, qu'il s'agisse de la maîtrise nécessaire des dépenses de santé, ou des réponses qu'appellent la situation des régimes de retraite et les problèmes posés par la dépendance des personnes âgées. Il a également regretté que le Gouvernement n'ait pas exprimé son intention formelle de permettre la discussion des trois projets de loi actuellement en instance à l'Assemblée nationale, relatifs à la bioéthique.

Il a proposé que, faute de débats législatifs, la commission engage une réflexion approfondie sur ces sujets, en souhaitant qu'un consensus puisse être dégagé, sinon sur les solutions, du moins sur le diagnostic.

La commission a alors procédé à la désignation des autres membres du bureau.

Elle a désigné à l'unanimité **MM. Jacques Bimbenet, Claude Huriet, Franck Sérusclat et Louis Souvet** en qualité de vice-présidents et **Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard et M. Roger Lise**, secrétaires de la commission.

**Le bureau de la commission est donc ainsi constitué :**

**Président :** M. Jean-Pierre Fourcade

**Vice-Présidents :** MM. Jacques Bimbenet

Claude Huriet

Franck Sérusclat

Louis Souvet

**Secrétaires :** Mme Marie-Claude Beaudeau

M. Charles Descours

Mme Marie-Madeleine Dieulangard

M. Roger Lise

**FINANCES, CONTROLE BUDGÉTAIRE  
ET COMPTES ÉCONOMIQUES  
DE LA NATION**

**Jeudi 8 octobre 1992 - Présidence de M. Geoffroy de Montalembert, président d'âge, puis de M. Christian Poncelet, président - La commission a procédé à la désignation de son bureau.**

**La commission a tout d'abord procédé à l'élection de son président. Ont obtenu :**

- M. Christian Poncelet : 30 voix
- M. Robert Vizet : 2 voix.

**M. Christian Poncelet, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, a été proclamé élu.**

**La commission a ensuite procédé à la désignation de son rapporteur général. Ont obtenu :**

- M. Jean Arthuis : 25 voix
- M. Paul Loridant : 10 voix
- M. Michel Charasse (non candidat) : 1 voix.

**M. Jean Arthuis, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, a été proclamé élu.**

**La commission a ensuite désigné ses quatre vice-présidents. Ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, ont été élus :**

- M. Jean Cluzel
- M. Paul Girod
- M. Jean Clouet

- M. Jean-Pierre Masseret.

Puis la commission a désigné M. Geoffroy de Montalembert vice-président d'honneur.

La commission a, enfin, procédé à la **nomination de quatre secrétaires**. Ont été désignés :

- M. Jacques Oudin
- M. François Perrein
- M. François Trucy
- M. Robert Vizet.

**LOIS CONSTITUTIONNELLES, LÉGISLATION,  
SUFFRAGE UNIVERSEL, RÈGLEMENT  
ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**Jeudi 8 octobre 1992 - Présidence de M. Charles de Cuttoli, président d'âge.**- La commission a procédé à l'élection de son bureau. Pour la présidence de la commission, était candidat **M. Jacques Larché**, sur proposition de MM. René-Georges Laurin, Etienne Dailly et Daniel Hoeffel. Les résultats ont été les suivants :

- nombre de votants : 38 ;
- bulletin blanc : 1 ;
- suffrages exprimés : 37.

Ont obtenu :

- **M. Jacques Larché** : 29 voix ;
- **M. Robert Pagès** (non candidat) : 8 voix.

En conséquence, **M. Jacques Larché** a été proclamé élu.

Présidence de M. Jacques Larché, président.- Après avoir remercié ses collègues de lui avoir renouvelé leur confiance, le président a notamment rendu hommage à MM. Jacques Thyraud et Louis Virapoullé pour le travail qu'ils ont accompli au sein de la commission, et a salué les nouveaux membres de celle-ci.

Il a ensuite fait procéder à l'élection des quatre vice-présidents. Etaient candidats : MM. Charles de Cuttoli, François Giacobbi, Germain Authié et Bernard Laurent.

Ils ont été élus par acclamations.

La commission a enfin procédé à l'élection de ses quatre **secrétaires**. En application de l'article 13-3 du Règlement, **M. Charles Lederman** a été nommé secrétaire. Pour la nomination des trois autres postes de secrétaire, étaient **candidats** : **MM. René-Georges Laurin, Raymond Bouvier et Claude Pradille**.

Ils ont été élus par acclamations.

Le bureau de la commission est donc ainsi constitué :

**Président** : M. Jacques Larché ;

**Vice-Présidents** : M. Charles de Cuttoli ;

M. François Giacobbi ;

M. Germain Authié ;

M. Bernard Laurent ;

**Secrétaires** : M. Charles Lederman ;

M. René-Georges Laurin ;

M. Raymond Bouvier ;

M. Claude Pradille.

**PROGRAMME DE TRAVAIL DES COMMISSIONS  
POUR LA SEMAINE  
DU 12 AU 17 OCTOBRE 1992**

---

**Commission des Affaires culturelles**

**Mercredi 14 octobre 1992**

*à 15 heures*

Salle n° 261

- Nomination des rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances pour 1993 (chargés de participer, avec voix consultative, aux travaux de la commission des finances pendant l'examen des crédits budgétaires, en application de l'article 18, alinéa 4 du Règlement).
- Nomination d'un rapporteur sur le projet de loi n° 512 (1991-1992) relatif à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art.
- Sous réserve de son adoption par l'Assemblée nationale, demande de renvoi pour avis du projet de loi n° 2918 (A.N.) relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, et désignation à titre officieux d'un rapporteur pour avis sur ce projet de loi.
- Nomination d'un rapporteur sur les propositions de loi :
  - n° 234 (1991-1992) tendant à compléter la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat



et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des avantages financiers et des décharges de service d'enseignement accordés aux directeurs d'écoles publiques ;

- n° 325 (1991-1992) portant création du conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition de droits ;

- n° 507 (1991-1992) relative au transfert de compétence aux régions de l'enseignement scolaire et à l'autonomie des établissements publics locaux d'enseignement.

## **Commission des Affaires économiques et du Plan**

**Mardi 13 octobre 1992**

*à 17 heures*

Salle n° 263

- Nomination de rapporteurs sur les textes suivants :

. Projet de loi n° 2 (1992-1993), adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif aux délais de paiement entre les entreprises (en remplacement de M. René Trégouët).

. Projet de loi n° 506 (1991-1992) relatif aux procédures de passation de certains contrats dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

. Projet de loi n° 517 (1991-1992) portant réforme du régime pétrolier.

. Projet de loi n° 2919 (A.N.) relatif aux relations entre transporteurs routiers de marchandises donneurs

d'ordre et sous-traitants (sous réserve de son adoption par l'Assemblée nationale et de sa transmission).

. Proposition de loi n° 480 (1991-1992) adoptée par l'Assemblée nationale tendant à assujettir les carrières aux dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à créer la commission départementale des carrières.

. Proposition de loi n° 509 (1991-1992) de M. Michel Souplet et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre obligatoire l'addition de 5 % de carburant d'origine agricole aux carburants pétroliers.

. Proposition de loi n° 513 (1991-1992) de M. Jean Simonin et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et relative au contrat de transport public de marchandises.

- Désignation d'un candidat proposé à la nomination du Sénat en vue de représenter celui-ci au sein du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

- Désignation de quatre candidats titulaires et de quatre candidats suppléants, proposés à la désignation du Sénat pour représenter celui-ci au sein de la Commission nationale d'urbanisme commercial, en application de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat (conformément à l'article 33 de cette loi, les représentants du Sénat doivent être des élus locaux) (1).

*(1) En application du décret n° 92-150 du 17 février 1992, «Les membres titulaires désignés comme représentants des élus locaux ne peuvent effectuer plus de deux mandats consécutifs quelles que soient la qualité et la catégorie au titre desquelles ils ont siégé dans l'exercice de ces deux mandats.»*

- **Examen du rapport d'information de M. Louis de Catuelan sur les modalités de mise en valeur du patrimoine maritime et sur la création d'une fondation nationale pour le patrimoine culturel maritime et fluvial.**

- **Examen des amendements éventuels au projet de loi n° 263 (1991-1992) relatif à la partie législative du livre premier (nouveau) du code rural (M. Alain Pluchet, rapporteur).**

**Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées**

**Mercredi 14 octobre 1992**

**Salle n° 216**

*à 10 heures :*

- **Audition du général Amédée Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre.**

- **Désignation de rapporteurs sur les textes suivants :**

. **projet de loi n° 421 (1991-1992) autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une déclaration) (en remplacement de M. Jean-Pierre Bayle, dont le mandat est venu à expiration).**

. **projet de loi n° 510 (1991-1992) autorisant l'approbation du Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement.**

. **projet de loi n° 511 (1991-1992) autorisant la ratification du Traité entre la France et la Russie.**

. projet de loi de programmation n° 2877 (A.N., 9e législature) en cours d'examen par l'Assemblée nationale, relatif à l'équipement militaire et aux effectifs de la défense pour les années 1992-1994.

- Désignation des rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances pour 1993.

*à 15 heures :*

- Audition du général Vincent Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'air.

**Jeudi 15 octobre 1992**

*à 10 heures*

Salle n° 216

Audition de Mme Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures.

**Commission des Affaires sociales**

**Mercredi 14 octobre 1992**

*à 10 heures 30*

Salle n° 213

- Désignation de sept candidats titulaires et de sept candidats suppléants appelés à faire partie de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi n° 434 (1991-1992) relatif à l'abus d'autorité en matière

sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale.

- Nomination d'un rapporteur sur le projet de loi n° 514 (1991-1992) relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage.

- Désignation des rapporteurs pour avis du projet de loi de finances.

- Nomination de rapporteurs sur les propositions de loi suivantes :

. n° 470 (1990-1991) tendant à l'adoption de mesures urgentes en matière de santé (1)

. n° 471 (1990-1991) tendant à valider comme période d'assurance, celle où des personnes sous les drapeaux, qui ont contracté une maladie les rendant inaptes à l'exercice de leur emploi précédent, ont dû, avant 1968, recourir à des stages professionnels de reclassement (1)

. n° 20 (1991-1992) relative au mode de calcul des congés annuels des salariés (1)

. n° 43 (1991-1992) tendant à la reconnaissance de la pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc (1)

. n° 44 (1991-1992) tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : "personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi" par les mots : "victimes de la déportation du travail" et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (1)

. n° 45 (1991-1992) tendant au règlement du contentieux relatif aux familles des morts et au rétablissement de la proportionnalité des pensions (1)

*(1) Le mandat du sénateur, nommé rapporteur de cette proposition de loi antérieurement à la présente session, s'est achevé le 2 octobre 1992.*

- . n° 47 (1991-1992) tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (1)
- . n° 48 (1991-1992) tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du nord (1)
- . n° 49 (1991-1992) portant extension aux bénéficiaires des lois n° 50-1027 du 22 août 1950 et n° 51-538 du 14 mai 1951, de l'ensemble des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans, et tendant à la création d'une commission d'étude sur la pathologie de la déportation du travail (1)
- . n° 52 (1991-1992) tendant à accorder aux anciens combattants ayant servi en Afrique du nord le bénéfice d'une retraite anticipée (1)
- . n° 53 (1991-1992) tendant à compléter l'article L. 615-15 du code de la Sécurité sociale et à dispenser les titulaires d'une pension militaire d'invalidité affiliés au régime des travailleurs non salariés non agricoles du paiement du ticket modérateur (1)
- . n° 259 (1991-1992) portant création du statut de patriote, victime de la captivité en Algérie (1)
- . n° 265 (1991-1992) tendant à assouplir les conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 (1)
- . n° 287 (1991-1992) relative à l'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale, titulaires de la médaille militaire (1)

*(1) Le mandat du sénateur, nommé rapporteur de cette proposition de loi antérieurement à la présente session, s'est achevé le 2 octobre 1992.*

. n° 484 (1991-1992) instituant un règlement municipal d'aide sociale

. n° 504 (1991-1992) relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et visant à renforcer les protections dans les secteurs où il est indispensable

. n° 516 (1991-1992) tendant à faire bénéficier les familles des allocations familiales, à partir du premier enfant

**Jeudi 15 octobre 1992**

*à 10 heures 45*

Salle n° 213

Audition de Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sur le projet de loi n° 514 (1991-1992) relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage.

**Commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation**

**Mercredi 14 octobre 1992**

*à 10 heures 30*

Salle de la commission

Audition de M. Pierre Arpaillange, Premier Président, et de M. Jacques Bonnet, Président de la première chambre de la Cour des Comptes, sur le projet de loi n° 465 (1991-1992), adopté par l'Assemblée Nationale, portant règlement définitif du budget de 1990.

**Jeudi 15 octobre 1992**

*à 10 heures*

Salle de la commission

**- Examen du rapport pour avis de M. Paul Girod sur le projet de loi n° 412 (1991-1992), adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, relatif à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services.**

- Nomination des rapporteurs spéciaux.

**Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale**

**Mercredi 14 octobre 1992**

*à 9 heures 30*

Salle de la commission

**Examen du rapport de M. Bernard Laurent sur le projet de loi n° 487 (1991-1992) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur.**



**Jeudi 15 octobre 1992**

*à 9 heures 30*

Salle de la commission

- Nomination des rapporteurs pour avis chargés de participer, avec voix consultative, aux travaux de la commission des Finances, pendant l'examen des crédits budgétaires, en application de l'article 18, paragraphe 4 du Règlement :

- Intérieur : . Décentralisation,  
                  . Police et sécurité,  
                  . Sécurité civile.
- Justice : . Services généraux,  
                  . Administration pénitentiaire,  
                  . Protection judiciaire de la jeunesse.
- Départements d'outre-mer ;
- Territoires d'outre-mer.

- Nomination de rapporteurs pour les textes suivants :

. projet de loi organique n° 519 (1991-1992) rendant applicable l'article 8 de la loi n°        relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques aux opérations électorales régies par la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 ;

. projet de loi n° 2840 (AN) modifié par le Sénat, modifiant le code civil et relatif à la responsabilité du fait du défaut de sécurité des produits (en remplacement de M. Jacques Thyraud) ;

- proposition de loi n° 89 (1991-1992) présentée par M. Michel Poniatowski, tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents

d'origine médicale (en remplacement de M. Jacques Sourdille) ;

- proposition de loi n° 237 (1991-1992) présentée par MM. François Lesein et Bernard Legrand, relative à l'aide aux victimes d'accidents thérapeutiques (en remplacement de M. Jacques Sourdille) ;

- . proposition de loi n° 503 (1991-1992) présentée par M. Jean-Luc Mélenchon et plusieurs de ses collègues, tendant à créer un contrat de partenariat civil ;

- . proposition de loi n° 508 (1991-1992) présentée par M. Jacques Machet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 relative à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions ;

- proposition de loi n° 518 (1991-1992), présentée par M. Etienne Dailly, modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion ;

- . proposition de résolution n° 505 (1991-1992) présentée par Mme Hélène Luc et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête pour faire la clarté sur l'implantation de la Mafia en France et la recherche de moyens nouveaux pour la combattre ainsi que sur les facilités que peut apporter à cette pénétration l'abolition des frontières dans le cadre du processus de Maastricht ;

- . pétitions n°s 64 376 à 70 119 du 2 juillet 1992 de M. Jacques Denicourt et 5 743 autres pétitionnaires, au nom de l'Association de défense contre la bretelle autoroutière Bergerac-Mussidan, «dans le but de s'opposer au projet consistant à construire une "bretelle" autoroutière destinée à relier la ville de Bergerac à la future autoroute (A. 89) Bordeaux-Périgueux-Limoges, à hauteur de la ville de Mussidan (Dordogne)» ;

- pétitions n° 70 120 et 70 121 d'août 1992 de MM. Bruno de Langre et Edmond-Luc Henry

«demandant au Sénat de voter à la majorité absolue des membres le composant une motion décidant la mise en accusation devant la Haute Cour de Justice de M. Laurent Fabius, de Mme Georgina Dufoix et de M. Edmond Hervé, puis de transmettre cette motion à l'Assemblée nationale aux fins d'un vote identique».

- **Examen du rapport** de M. Lucien Lanier sur le projet de loi n° 412 (1991-1992) adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la **mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement** et à la prise en charge des dépenses de ces services.